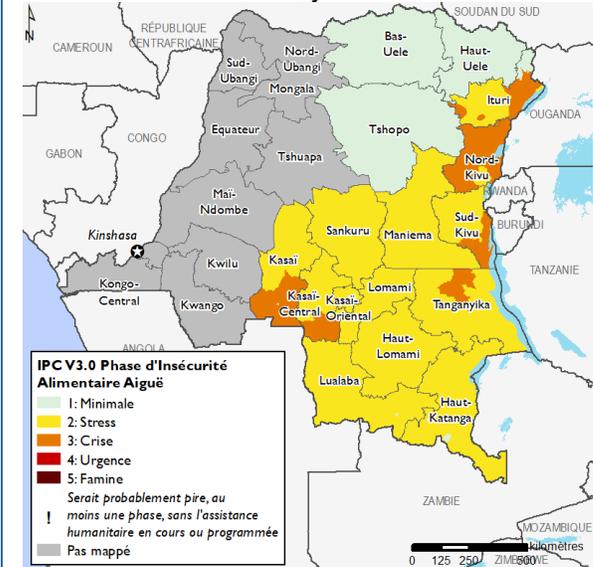


MESSAGES CLÉS

- Le mois de juin marque le début des principales récoltes pour la saison B dans le nord-est et centre-est de la RDC. On s'attend à une production agricole inférieure à la normale du fait des effets conjugués des perturbations climatiques marquées par des fortes inondations dans le centre-est, de l'insécurité et des effets des restrictions en lien avec COVID-19.
- En dépit des mesures restrictives prises par le gouvernement de la RDC pour limiter la contamination à grande échelle de COVID-19 à travers le pays, sa progression alarmante déjà dans les 13 provinces déjà touchées en trois mois, sur les 26 que compte le pays, reste préoccupante. On compte à ce jour, 7 039 cas confirmés avec un taux de létalité de 2,4 pourcents. Ces mesures ont produit des effets non négligeables impactant les moyens d'existence des ménages qui se voient limiter dans leurs mouvements.
- Depuis avril 2020, les pluies torrentielles qui se sont déversées sur Uvira et dans la région, ont occasionné des inondations et d'importants dégâts matériels. Selon OCHA, plus de 500 000 personnes sont affectées par ces inondations avec des risques sévères d'insécurité alimentaire parce qu'ayant perdu la quasi-totalité de leurs réserves de nourriture et leurs moyens de subsistance. Malgré les efforts des humanitaires avec des plans de réponse faiblement financés à ce jour, (12 pourcents selon OCHA), on pourrait s'attendre à une détérioration certaine de la situation d'urgence actuelle dans cette partie du pays.
- Pendant qu'on s'attendait à la déclaration de la fin de l'épidémie d'Ebola en RDC, une nouvelle apparition venait d'être déclarée dans la province de l'Equateur à Mbandaka et Bikoro. Cette onzième épidémie qui a déjà fait 6 victimes et qui s'ajoute à COVID-19, pourrait produire des effets négatifs sur la qualité de la vie et la sécurité alimentaire des ménages dans cette province considérée comme grenier de la ville de Kinshasa. Cette situation pourrait s'empirer durant cette période de soudure et d'expansion de la pandémie à COVID-19 et nécessite une intervention rapide pour limiter sa propagation dans les régions voisines.
- Entre juin et septembre 2020 les provinces de forte insécurité, déplacement, ou ayant connu des catastrophes naturelles (Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Kasai, et Kasai Central) resteront en Crise (Phase 3 de l'IPC) à la suite des chocs de ces crises sur les moyens d'existence de ménages, pendant que le reste des provinces dans l'est du pays seront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) et les provinces du nord restent en Minimal (Phase 1 de l'IPC). Entre octobre 2020 et janvier 2021, le territoire du Djugu en Province d'Ituri, qui aura accusé une carence alimentaire significative et aura épuisé leurs stratégies de crise pourront évoluer en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC), tandis que les autres zones de conflits et gros déplacement (Sud-Kivu, Nord-Kivu, Tanganyika, Ituri, Kasai, et Kasai Central) resteront en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Les régions plus stables des provinces seront en Stress (Phase 2 de l'IPC) et les provinces du nord restent en Minimal (Phase 1 de l'IPC).

Sécurité alimentaire courante, Juin 2020



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

La pandémie de COVID-19 et les épidémies : Le nombre de cas de COVID-19 en République Démocratique du Congo (RDC) est en augmentation constante. Le foyer épidémique principal se trouve actuellement à Kinshasa mais des cas ont aussi été détectés dans d'autres provinces du pays. Le Kongo Central est la seconde province la plus touchée par l'épidémie.

En ce moment, on assiste à une expansion progressive de la maladie vers des nouvelles provinces malgré les restrictions gouvernementales. Ces restrictions comprennent principalement la suspension de tous les vols internationaux, la déclaration de l'état d'urgence et la fermeture de toutes les frontières du pays sauf pour les camions, navires et avions cargos avec fret.

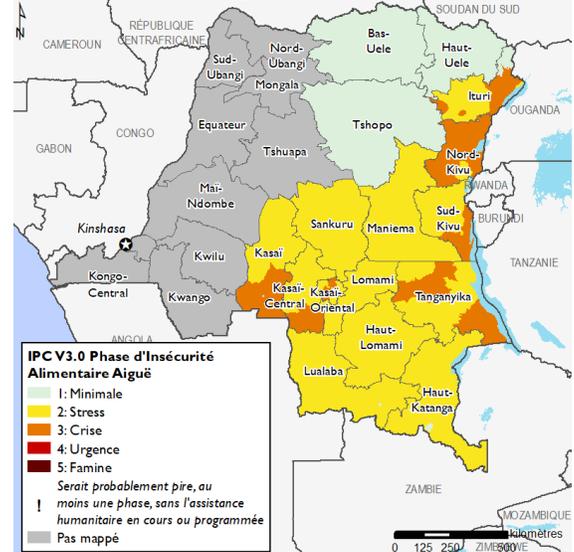
Alors qu'en date du 10 mars le pays comptait qu'un seul cas confirmé, au 30 juin 2020, la RDC compte 7 039 cas notifiés avec un taux de mortalité de 2.4 pourcents. Certains experts craignent une catastrophe avec la maladie dans les jours à venir et demandent carrément au gouvernement de revoir l'ensemble du plan de lutte contre l'épidémie. Les mesures de restriction mises en place pour éviter la propagation de la maladie ont plombé l'économie des ménages et du pays en général. On assiste à une augmentation du nombre des chômeurs dans les secteurs privé et informel.

En plus de COVID-19, bien que la fin de l'épidémie de MVE (Maladie à Virus Ebola) ait été déclarée le 25 juin dans la Province du Nord Kivu, une nouvelle apparition de MVE venait d'être déclarée dans la province de l'Equateur à Mbandaka et Bikoro depuis le 31 mai 2020, ce qui pourrait compliquer et anéantir davantage les efforts dans la lutte contre COVID-19 progressant rapidement à travers le pays. En outre, il conviendra de noter que la RDC depuis près de deux ans, connaît la plus grande épidémie de rougeole au monde, qui a tué plus de 6 600 personnes dans une centaine de zones de santé (1/5 du pays). Depuis janvier 2020, environ 50 000 cas de rougeole ont été officiellement notifiés, et plus de 600 décès enregistrés.

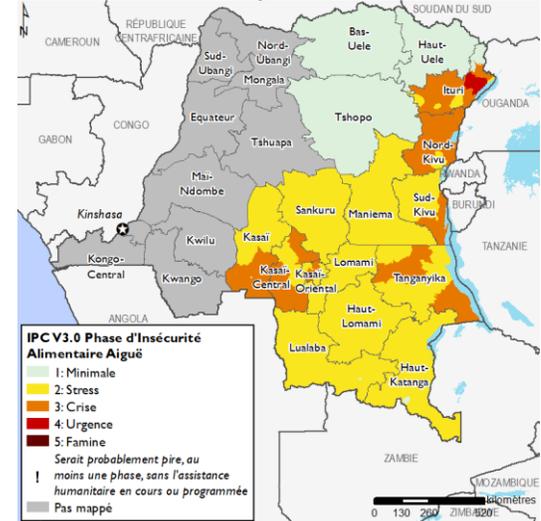
Contexte humanitaire : La République Démocratique du Congo constitue l'une des situations humanitaires les plus complexes et difficiles, compte tenu de la multiplicité des conflits qui affectent plusieurs zones de ce vaste territoire et reste le théâtre d'éruptions sporadiques de violence – en particulier dans sa partie est. A cette situation de crise prolongée s'ajoute la pandémie de COVID-19 sur laquelle toute l'attention des acteurs est tirée avec le risque que la crise ancienne soit oubliée.

Mouvements des populations : Les conflits multiples ont forcé de nombreux Congolais à fuir leurs foyers luttant pour leur survie. La situation sécuritaire en RDC demeure préoccupante, notamment dans la partie est du pays. Des milliers des personnes fuient leurs maisons pour se mettre à l'abri des violences perpétrées par les groupes armés et des violences intercommunautaires. Dans la province de l'Ituri, la situation dans les trois territoires de Bunia, Djugu et Mahagi, continue à se détériorer depuis fin décembre 2019 à la suite des affrontements entre l'armée congolaise et les groupes armés. Ce climat d'insécurité a occasionné des nouvelles vagues de déplacements des populations.

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, juin 2020- septembre 2020



Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2020-janvier 2021



La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

Dans la province de Tanganyika, la situation dans le secteur de Fube au sud de Moba centre demeure particulièrement préoccupante ces derniers temps, avec l'arrivée massive des déplacés de Moliro à la suite des incidents du 13 mars 2020 survenus entre les forces navales zambiennes et congolaises. Selon l'OIM, 1 435 personnes déplacées sont arrivées à Moba centre en fin mars 2020. A ce jour, l'accès des ménages aux champs et aux autres moyens d'existence dans cette localité reste limité, entraînant une forte pression sur les ressources locales.

A ce jour, la RDC compte environ 5,5 millions de personnes déplacées internes, dont près de 1,2 million dans la seule province de l'Ituri. Bien que des nombreuses personnes soient retournées dans quelques provinces du pays depuis janvier 2020, notamment dans l'Ituri (152,000 - 49 pourcents de retour), le Nord-Kivu (55,900 - 24 pourcent), le Sud-Kivu (132,000 - 12 pourcents), le Tanganyika (220,000 - 12 pourcents) et le Maniema (20,000 - 21 pourcents), leur accompagnement au retour reste un défi à relever. La plupart de ces retournés retrouvent leurs biens, leurs commerces et leurs écoles en ruines.

La RDC accueille également plus d'un demi-million de réfugiés en provenance des pays voisins. Des nouveaux flux de réfugiés continuent d'arriver du Burundi, de la République Centrafricaine et du Soudan du Sud. Selon le UNHCR, le pays compte à ce jour 524 000 réfugiés et 2 264 demandeurs d'asile. Par ailleurs près de 880 000 réfugiés congolais et demandeurs d'asile sont accueillis dans les autres pays de la région. La carte (Figure 1) ci-dessous montre les différents flux des populations à l'interne comme à l'externe.

Situation agro-climatologique : Depuis avril 2020, le pays a connu des perturbations climatiques qui se sont matérialisées par des pluies torrentielles dans plusieurs provinces causant ainsi des inondations et dégâts matériels importants du fait des crues et débordements des différentes cours d'eau. C'est le cas des territoires d'Uvira et de Fizi dans le Sud-Kivu qui ont connu des fortes crues depuis mi-avril avec un bilan qui se chiffre à 43 morts, 145 blessés, et quelques 39 910 ménages agricoles affectés par la destruction de près de 9 979 hectares des cultures vivrières et maraîchères.

Dans ces mêmes territoires, on signale également les dommages importants sur les canaux d'irrigation des champs, sept en tout, ayant la capacité de desservir au moins 15 000 ménages. On note environ 175 km de routes de desserte agricole détruites pour les mêmes causes.

Selon les estimations des autorités locales, environ 500 000 personnes sont directement affectées par ces inondations et 78 000 personnes seraient hébergées dans 38 sites de déplacés et 5 000 ménages d'accueil.

Les provinces de l'Ituri (Territoire du Djugu), du Maï-Ndombe et du Kasai ont également été touchées par ces inondations qui ont emporté des centaines de maisons et détruit des milliers d'hectares de cultures.

Saison agricole B : A l'issue de cette catastrophe naturelle dans la région Centre-est et une partie du nord-est, sud, les récoltes de la saison B, qui est normalement récolté à partir de juin à septembre, ont été les plus incertaines et très inférieures à la normale. La plaine de la Ruzizi considérée comme le grenier agricole pour le Sud-Kivu, a perdu ses récoltes et les disponibilités présentes proviennent des zones excédentaires voisines. L'on devra signaler la perte de semences agricoles pour la prochaine saison agricole dans cette région et ceci restera un défi à relever pour une reprise de la prochaine campagne de saison A qui commence en septembre 2020 et sera récolté à partir de janvier 2021.

La situation nutritionnelle : La situation nutritionnelle en ce moment demeure préoccupante avec des taux de malnutrition de plus en plus élevés par rapport aux dernières années dans les régions qui ont connu récemment l'insécurité, la maladie ou des catastrophes naturelles. Les récentes enquêtes nutritionnelles SMART effectuées dans sept zones de santé au courant de la période de janvier à juin 2020 ont toutes révélé des taux de malnutrition aigüe globale (MAG) par le poids/taille avec le Z-score supérieurs au seuil d'alerte de plus de 10 pourcents (Zones de santé de Minembwe au Sud-Kivu, Manono et Ankoro dans le Tanganyika, , Basankusu à l'Equateur, et Bukama dans le Haut-Lomami) et parfois au-delà du seuil d'urgence à plus de 15 pourcents (Zones de santé de Kamina, et Bikoro). Quant à la prévalence de la malnutrition chronique par (taille/âge), elle dépasse le seuil critique de 40 pourcents dans toutes les zones de santé enquêtées.

Selon le bulletin de surveillance nutritionnelle SNSAP (surveillance nutritionnelle, sécurité alimentaire et alerte précoce), au cours du premier trimestre 2020, 41 pourcents des zones de santé sont sous contrôle, alors que 44 pourcents sont à suivre de près et 6 pourcents sont en alerte. Le rapport MICS publié en décembre 2019 pour l'ensemble du pays, fait mention de la faible diversité alimentaire minimum pour les enfants de 6-59 mois et les femmes enceintes et allaitantes (15,2 pourcents) qui constitue les principales causes de la malnutrition auxquelles s'ajoutent les causes conjoncturelles et structurelles. Le cluster nutrition estime que seul un montant de 20 millions a été débloqué par les différents bailleurs de fonds sur 189 millions sollicités (soit à peine 10.6 pourcents) pour couvrir les besoins nutritionnels durant le 1^e semestre de l'année 2020. Quant aux bénéficiaires assistés, seules 271 254 personnes ont été atteintes par les activités nutritionnelles sur 1 282 800

planifiées (soit 21 pourcents). La couverture spatiale des activités de nutrition est de 24 pourcents actuellement à travers le pays.

Marchés et prix des denrées : Depuis le début de cette année, on assiste à une dévaluation progressive de la monnaie locale face aux devises étrangères. Cette situation s'est accentuée avec les mesures de confinement prises pour combattre la propagation de la pandémie de COVID-19. Au début du mois de janvier 2020, 1 USD s'échangeait à 1 650 CDF mais en date du 10 juin, le taux est à 2 000 CDF sur le marché parallèle (soit une dépréciation de 21 pourcents). Cette situation a eu des effets négatifs sur le comportement des prix des produits de base malgré la suspension par le gouvernement des certaines taxes notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits de base importés.

Flux transfrontaliers : Depuis la fermeture des frontières du fait de COVID-19, les échanges transfrontaliers sont au ralentissement. Avec les restrictions gouvernementales, seuls les cargos alimentaires sont autorisés à franchir les frontières. Cette mesure a paralysé tous les petits commerçants qui agissaient en informel et qui conditionnaient une part importante des disponibilités alimentaires sur les marchés locaux pour les produits en provenance des pays voisins notamment le Rwanda à travers Gisenyi, l'Ouganda à travers Mahagi et Kaseni, et la Zambie à travers Kasumbalesa. Il conviendra de noter que certains petits commerçants informels se sont organisés pour se mettre en association et faire des importations groupées et déclarées, cas de la ville de Bukavu, notamment pour l'approvisionnement en viande de bœuf à partir du Rwanda voisin.

Assistance humanitaire : L'insécurité a sérieusement entravé la réponse humanitaire, entraînant une diminution des activités de certaines organisations humanitaires, ce qui a permis, au cours du dernier mois, de ne toucher qu'environ 66 000 personnes sur les 200 000 personnes déplacées qui ont été ciblées comme populations ayant besoin d'assistance en Ituri. Les mesures de restriction imposées par le gouvernement pour éviter la propagation du COVID-19 ont exacerbé ce défi d'accès aux personnes en besoin d'assistance dans cette province car les humanitaires qui passaient par l'Ouganda pour accéder à Djugu et Mahagi se voient bloqués dans leurs mouvements. Selon le Dashboard du cluster sécurité alimentaire, plus de 5.8 millions de personnes étaient ciblées pour recevoir l'assistance alimentaire toute la RDC mais seulement 2,3 millions (soit 39 pourcent) ont reçu une assistance soit par le biais d'un panier alimentaire soit en espèces avec différents modes de distribution durant la période de janvier à juin 2020 et seulement 10 pourcents de financement sollicité ont été mobilisés par les donateurs.

Les acteurs humanitaires exhortent, entre autres, le Gouvernement Congolais à fournir un environnement sûr, propice à la fourniture durable et sécurisée de l'aide humanitaire. Ils appellent également les donateurs à augmenter le financement de l'opération humanitaire en RDC. A ce jour, seuls 11 pourcents des 2,1 milliards de dollars américains demandés dans le cadre du plan de réponse humanitaire de la RDC 2020 ont été financés.

Suppositions

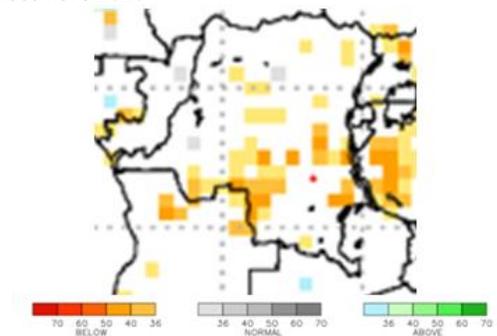
Le scénario le plus probable de juin 2020 à janvier 2021 est basé sur les hypothèses suivantes au niveau national :

- **Saison agricole A :** Selon les prévisions de la NOAA, la prochaine saison pluvieuse devrait commencer à son temps en septembre 2020 avec des niveaux de précipitations normales au début de la saison agricole. On pourrait s'attendre à quelques anomalies en termes des pluies inférieurs à la moyenne dans certaines zones localisées au centre-est et au centre-sud. Comme indiqué sur les graphiques ci-contre. Les prévisions annoncent des précipitations adéquates et bien réparties qui pourront profiter aux cultures.

Globalement, ces prévisions devront favoriser une saison agricole normale sur l'ensemble du pays.

- **Pandémie de COVID-19 :** Étant donné la détérioration de la situation épidémiologique du COVID-19 par l'augmentation du nombre de personnes infectées et du nombre de décès, notamment à Kinshasa et dans d'autres villes du pays comme Matadi, Lubumbashi, Bukavu et Goma, on s'attend à ce

Figure I. Prévisions pluviométriques d'octobre à décembre 2020



Source: NOAA/NMME

que le gouvernement maintienne les mesures d'endiguement, malgré leurs effets négatifs sur les moyens de subsistance des ménages. Les frontières avec tous les pays voisins devraient rester fermées dans un avenir prévisible, y compris pendant la durée de notre période de scénario, et les activités informelles qui soutiennent des millions de ménages pauvres seront touchées.

- **Macroéconomie** : Etant donné que l'économie du pays repose essentiellement sur ses exportations de minerais, en particulier le cuivre et le cobalt, pour les redevances et revenus en devises, les inquiétudes concernant la logistique des chaînes d'approvisionnement et la baisse de la demande mondiale imposée par les mesures de confinement de COVID-19 pourraient diminuer les recettes publiques, ralentir l'économie et diminuer la production de ces ressources minières. Le gouvernement congolais sera donc confronté à une baisse de recettes fiscales nationales. Il en résultera une dépréciation de la monnaie dont le Comité de Politique Monétaire (CPM) estime à plus de 4,8 pourcents sur le marché officiel et plus de 7,8 pourcents sur le marché parallèle. Les estimations officielles prévoient une croissance négative du PIB entre -1,9 pourcent (Banque centrale) et -2,2 pourcents (FMI), contre une croissance de 4,4 pourcents en 2019.
- **Le pouvoir d'achat des ménages** : Il sera atypiquement bas pendant la période d'Outlook, en raison de la dépréciation du CDF d'une part, et de la perte de revenus des ménages d'autre part. La moyenne nationale des prix nominal du maïs en mars était supérieure de plus de 100 pourcents de la moyenne décennale. Des tendances similaires ont été enregistrées pour le blé, le riz et, dans une moindre mesure, le manioc. L'inflation a augmenté de façon spectaculaire à la fin de 2019 et a culminé à 7,54 pourcents en janvier 2020. Depuis lors, il est estimé à environ 6 pourcents, mais devrait évoluer autour de 7 pourcents d'ici la fin de la période de projection.
- **Changement des moyens d'existence** : Etant donné les pertes de revenus des ménages associée aux difficultés d'accès aux ressources du fait des mesures restrictives en vigueur d'une part et de l'insécurité persistante de l'autre, les ménages éprouveront de plus en plus des difficultés pour accéder aux revenus et à la nourriture durant la période de scénario. Face à cette situation, on pourrait assister à l'usage des stratégies dommageables et souvent irréversibles de la part des ménages pauvres, notamment les ventes précoces de bétail, la vente des actifs productifs, les activités illégales comme la prostitution des filles et l'exploitation minière illicite. Les ménages vivant de rémittence se verront affectés dans la mesure où les sources de transfert ont été également affectées par le COVID-19.
- **La situation nutritionnelle** : Avec la pandémie à COVID-19, on pourra assister à une détérioration de la situation nutritionnelle des enfants et des femmes. Cette détérioration sera probablement liée à l'augmentation des prix des denrées alimentaires qui va limiter l'accès, la réduction de la disponibilité alimentaire et la baisse de revenus des populations à la suite du ralentissement de la vie économique. Par ailleurs, la manière dont les interventions de nutrition sont offertes devra s'adapter à l'épidémie de COVID-19 pour éviter toute propagation de la maladie à COVID-19.
- **Accès humanitaire** : Plusieurs facteurs limitent l'accès à l'assistance humanitaire, en particulier les mesures restrictives liées à la COVID-19 et l'insécurité. Ces facteurs varient en fonction de la zone géographique et la saison. Les conflits en cours dans les provinces du Kasai, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika continuent de perturber les activités des acteurs humanitaires.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire :

Période de juin à septembre 2020 : Dans la mesure où la projection de la pandémie de COVID-19 est supposée couvrir toute cette première période de scénario, la situation continuera à être perturbée et les effets des restrictions seront vécus par l'ensemble des ménages des zones affectées. En plus, étant donné le niveau des récoltes actuelles de la saison B estimé inférieur à la moyenne sur l'ensemble du pays, les stocks alimentaires des ménages pourront s'épuiser plus tôt que d'habitude et l'accès alimentaire serait plus difficile aux ménages pauvres supposés vivre de la vente de leurs produits de champs. Les ménages auront recours à des stratégies d'adaptation à la crise pendant cette période pour répondre à leurs besoins alimentaires. Les provinces de forte insécurité, déplacement, ou ayant connu des catastrophes naturelles (Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Kasai, et Kasai Central) resteront en Crise (Phase 3 de l'IPC) à la suite des chocs de ces crises sur les moyens d'existence de ménages, pendant que le reste des provinces dans l'est du pays seront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) et les provinces du nord restent en Minimal (Phase 1 de l'IPC).

Période d'octobre 2020 à janvier 2021 : Selon les projections sur l'évolution de la pandémie, cette seconde période de scénario qui va coïncider avec la période de la grande soudure de l'année. La situation pourrait être encore plus difficile en

termes d'accès alimentaire des ménages qui auront vidé leurs faibles stocks de la précédente saison plus tôt que d'habitude et qui pourront développer des stratégies encore plus dommageables comme la mendicité et la vente des actifs de production dans les zones affectées notamment l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Pendant cette période, les ménages auront recours à des stratégies d'adaptation en cas de crise et d'urgence pour satisfaire leurs besoins alimentaires, notamment la prostitution, la mendicité et l'exploitation minière illicite. En l'absence de l'assistance humanitaire suffisante, le territoire du Djugu en Province d'Ituri Kivu, qui aura accusé une carence alimentaire significative et aura épuisé leurs stratégies de crise pourra évoluer en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC), tandis que les autres zones de conflits et gros déplacement (Sud-Kivu, Nord-Kivu, Tanganyika, Ituri, Kasai, et Kasai Central) resteront en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Les régions plus stables des provinces seront en Stress (Phase 2 de l'IPC) et les provinces du nord restent en Minimal (Phase 1 de l'IPC).

Événements qui pourraient changer le scénario :

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable au niveau national.

Zones	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Les provinces touchées par COVID-19 (Kinshasa, Kongo Central, Nord Kivu, Sud Kivu, Haut Katanga, Equateur, Kwango, Kwilu, Ituri, Tshopo, Haut-Lomami, Lualaba et Haut-Uele)	Levée de mesures de restriction imposées pour lutter contre la propagation de la pandémie de COVID 19 au niveau national.	Reprise normale des activités agricoles et des échanges transfrontaliers avec pour effets une amélioration de la disponibilité alimentaire dans le pays.
Ituri	Entente entre communautés en conflits (Hema et Lendu)	Accès aux terres cultivables et amélioration de la production agricole dans la zone et reprise de la pêche au Lac Edouard.
Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema	Evolution positive de la situation sécuritaire, arrêt des conflits.	Amélioration de l'accès humanitaire et aux moyens d'existence des populations jadis affectées.
Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema, Kasai	Réhabilitation des routes de desserte agricole.	Amélioration des échanges inter zones et des disponibilités des denrées sur les marchés locaux. Cela favoriserait aussi l'intégration des marchés locaux.
	Irrégularité des pluies en pleine saison culturale.	L'excès et/ou carence/retard des pluies impacterait sur le cycle végétatif et finalement sur la production agricole de saison A et pouvant exacerber les dégâts des inondations.

ZONES DE PREOCCUPATION

Le territoire d'Uvira au sud Kivu - Zone des moyennes d'existence Tanganyika nord d'agriculture des moyennes terres (CD 08).

Situation actuelle :

Situation sur COVID-19 : Face à la situation de COVID-19, le gouvernement a pris des mesures drastiques afin d'éviter une contamination à grande échelle notamment la fermeture des frontières et l'isolement de la province du Sud-Kivu. Le territoire d'Uvira a été ainsi coupé du Burundi voisin et de Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu. Toute activité pouvant réunir plus de 20 personnes est interdite et les commerces dans les marchés sont réduits au strict minimum. Des milliers de ménages qui vivaient des activités informelles dans la ville d'Uvira et au niveau des frontières ont perdu leurs sources de revenus. Ces mesures ont sévèrement impacté sur la sécurité alimentaire, en particulier sur les disponibilités locales et l'accès à la nourriture des ménages pauvres rendus plus vulnérables.

Inondations et glissement des terres : La pluviométrie dans cette zone des moyens d'existence (CD08) a été excessive, 100 à 300 mm au-dessus de la moyenne (Figure 4) et le plus haut niveau de précipitations des 10 dernières années pour la période mars-avril-mai, au courant des mois de mars et avril 2020, avec des précipitations torrentielles. Depuis le 13 avril 2020, des pluies diluviennes se sont abattues sur l'ensemble du territoire d'Uvira, occasionnant la crue du lac Tanganyika et des rivières. Ces pluies ont causé des inondations dans la ville d'Uvira et dans les bas-fonds ainsi que des glissements des terres emblavées sur les flancs des montagnes. Selon OCHA, plus de 13 950 ménages (environ 86 000 personnes) ont perdu, leurs biens (maisons, articles ménagers essentiels, et réserves de nourriture) avec 43 morts et 145 blessés enregistrés. Cette catastrophe naturelle a touché la plaine de la Ruzizi, le littoral du territoire de Fizi dans le Sud-est d'Uvira et la ville d'Uvira.

Rien que dans la plaine de la Ruzizi (Zone de santé de Ruzizi et Lemera), on estime à environ 50 pourcents de quelques 39 910 ménages agricoles affectés par la destruction de près de 9 979 hectares des cultures vivrières et maraîchères.

On signale également des dommages importants sur les canaux d'irrigation des champs(sept) ayant la capacité de desservir au moins 15 000 ménages et on note environ 175km de routes de desserte agricole presque entièrement détruites. Ces destructions présagent des difficultés de reprise agricole dans le court terme qui déboucherait par une pénurie alimentaire sur toute la plaine de la Ruzizi avant les prochaines récoltes attendues en décembre 2020.

Situation sécuritaire et mouvements des populations :

Depuis octobre 2019, le territoire d'Uvira connaît un regain de violences répétitives opposant les groupes armés locaux MAI-MAI aux GUMINO (groupe armé Banyamulenge) dans plusieurs localités. La commission mouvement des populations estime à près de 6 000 ménages soit environ 30 000 personnes en déplacement et réparties dans les moyens et hauts plateaux alors que 2700 personnes déplacées ont été accueillies dans les familles à Uvira.

Les affrontements qui ont démarré le 03 février 2020 opposant les groupes armés locaux MAI-MAI aux GUMINO dans plusieurs localités du groupement de Bijombo, se sont poursuivis et ont provoqué des nouvelles

Figure 2. Carte de la Province du Sud Kivu

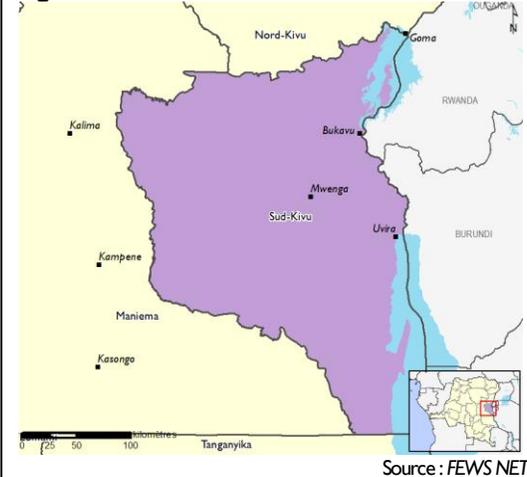
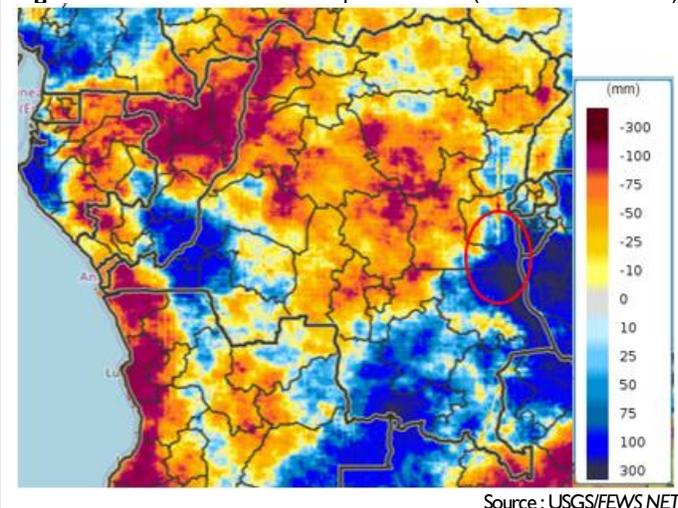


Figure 3. CHIRPS Anomalie mm pluviométrie (mars-avril-mai 2020)



vagues de déplacements provenant des localités de Kahuna, Kagogo, Kajembwe, Irango, Magunda, Masango, Bikinga, Rubarati, Mitamba, Regeja en fuite vers d'autres localités plus sécurisées.

Il convient de signaler que la ville d'Uvira avait accueilli l'année dernière, 2700 personnes soit 540 ménages des déplacés en provenance des localités de Minembwe et Mikenge selon le rapport de la mission d'évaluation multisectorielle réalisée par les organisations locales membres de la sous-commission mouvement des populations sous la coordination de OCHA/Uvira. Les différents alertes sur les mouvements des populations reçus par OCHA de janvier à juin 2020 font état de plus de 18.840 personnes déplacées dans ce territoire.

Evolution des moyens d'existence : Le secteur agricole contribue à 57 pourcents de revenus pour la majorité des ménages. Une proportion de la population (20 pourcents) pratique l'élevage du gros et petit bétail. Cependant, Les pâturages sont inondés à Kiliba, Sange, Luberizi, Luvungi, Katogota et autres localités environnantes et les éleveurs ont du mal à paître leur bétail en ce moment. Un conflit latent existe entre les agriculteurs et les éleveurs, lorsque les bêtes vont paître dans les champs.

Le secteur informel non agricole occupe une proportion non négligeable des ménages (18 pourcents) ; Cependant, ce secteur a été mis en difficulté à la suite des mesures de restriction imposées dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. En effet, les frontières entre le Burundi et la RDC sont fermées. Ainsi, l'approvisionnement des intrants agricoles à partir de Bujumbura, le petit commerce des produits agricoles, la main d'œuvre agricole transfrontalière en provenance du Burundi ainsi que la conduite d'autres activités informelles sont affectés. Les ménages confrontés à l'insécurité alimentaire en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) ou d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) adoptent des stratégies négatives pour accéder aux revenus et à la nourriture notamment, la remobilisation de certains jeunes désœuvrés dans les groupes armés en activité dans la zone, la solidarité des voisins, la vente précoce du bétail pour les éleveurs, voire la mendicité pour certaines catégories très pauvres.

Saison agricole : La catastrophe naturelle ci-haut décrite s'est produite en plein cycle cultural et à un mois des récoltes de la saison B. Des milliers d'hectares de terres emblavées sont perdus sous les inondations d'avril 2020. Le pronostic des récoltes reste incertain et le territoire devra compter sur les aliments provenant des provinces et pays voisins et aussi de l'assistance alimentaire.

L'analyse du calendrier cultural indique que la saison B 2020 est complètement ratée pour la plupart des ménages d'Uvira et la soudure sera très rude à partir de juillet 2020. Selon un rapport du PAM de mai 2020, 90 pourcents de champs de maïs et manioc dans la localité de Katogota ont été inondés par les eaux de pluies débordant la rivière Kibo. Cette situation s'est accentuée dans la période du 16 au 20 avril pendant que la population espérait aux récoltes de juin et juillet pour préparer la saison A en septembre 2020.

Selon l'inspection provinciale de l'agriculture, la production agricole ne fait que baisser en comparaison aux années antérieures. Cette baisse des dernières années est attribuable aux principaux facteurs clés à savoir l'abandon des champs du fait des déplacements incessants de la population en migration, l'insécurité dans les champs avec une population qui ne sait plus s'y rendre par crainte des enlèvements, le pillage des récoltes par les assaillants ainsi que les catastrophes naturelles souvent caractérisées par l'irrégularité et l'abondance des pluies.

Production halieutique : On assiste à la baisse régulière de la production halieutique au Lac Tanganyika ; La pêche occupe environ 4 pourcents des ménages à Uvira. Cette activité a rencontré plusieurs limites dont l'utilisation incontrôlée des filets prohibés, des filets à petites mailles interdits pour les pêcheurs sur tout le littoral congolais du lac Tanganyika et le non-respect des périodes d'arrêt de pêche pour favoriser la reproduction.

L'élevage : Il a été affecté de façon significative à la suite des conflits dans la zone à travers les exactions multiples des groupes armés. Plusieurs têtes de bétail ont été pillés, d'autres animaux sont morts de maladies comme la peste porcine africaine, le rouget, la pseudo peste aviaire du fait de nonaccès des vétérinaires dans la zone de conflits ; selon l'inspection provinciale de l'élevage, on estime à plus de 89 007 têtes de Bovins et 48 502 têtes de caprins disponibles dans le territoire d'Uvira durant l'année 2019. Cependant, depuis la résurgence des conflits, la zone connaît régulièrement des pillages/vols des gros et petits bétails. Selon l'organisation GROUPE MILIMA qui encadre des groupements d'éleveurs, la perte en bétails cette année dans le territoire d'Uvira est estimée à près de 25 pourcents du cheptel ; les pertes seraient plus importantes dans les hauts plateaux où les assaillants de différents groupes armés auraient décimé plus de 60 pourcents de têtes de bétails.

Marchés et prix des denrées : Le territoire d'Uvira se trouve à la lisière entre le Burundi et la Tanzanie ; lors des flux transfrontaliers habituels, les échanges se font normalement dans les deux directions et les produits alimentaires sont régulièrement disponibles sur les marchés. A ce jour, avec la pandémie de COVID-19, les frontières avec les pays voisins sont fermées, des milliers des personnes qui vivaient du commerce informel au niveau de ces frontières sont interdits

d'entreprendre ces activités et le flux des échanges ont sensiblement diminué. Cette baisse de disponibilité des produits de première nécessité, a entraîné une augmentation des prix des denrées alimentaires sur les marchés d'Uvira. Par exemple, un bassin de farine de maïs qui coûtait 10 000 CDF avant la crise est vendu actuellement à 18000 CDF, soit une variation positive de 80 pourcents.

L'accès à la nourriture devient donc de plus en plus difficile, notamment pour les ménages pauvres. Un rapport d'évaluation marché effectué par l'ONG REACH en avril 2020 confirme que 88 pourcents des commerçants interrogés ont perçu un impact négatif des mesures sur leurs activités, la réduction des ventes quotidiennes étant le principal impact. De plus, 86 pourcents ont indiqué que les clients achetaient en plus des petites quantités, à la suite de la baisse de leur pouvoir d'achat. Cela serait lié à une hausse des prix.

Avant l'apparition de COVID-19, la province du Sud-Kivu en général et la ville d'Uvira en particulier ont eu comme sources d'approvisionnement alimentaire le Rwanda et le Burundi, suivi de la Tanzanie, le territoire de Moba et les villages environnants. Cependant, depuis la fermeture des frontières, la Tanzanie qui n'a pas fermé ses frontières pour le trafic des marchandises est devenue la principale source d'approvisionnement des produits alimentaires pour le territoire d'Uvira ; ceci a eu d'effet sur les prix des principaux produits alimentaires et autres biens de première nécessité importée ; Ainsi par exemple, un Kg de sel de cuisine qui coûtait 1000 CDF avant la crise est passé à 1400 CDF maintenant.

Notons que le suivi régulier des prix sur les mêmes marchés présente des variations atypiques entre février, mars, et avril. Ceci est justifié à l'annonce d'un état d'urgence dans toute l'étendue du pays et d'un confinement total qui auraient créé des spéculations bien que, par la suite, ce confinement total soit annulé par le gouvernement. Actuellement, le taux de USD est instable et influât sur les prix des produits manufacturés et importés.

Situation épidémiologique : Le territoire d'Uvira fait souvent face à des épisodes d'épidémies du choléra et de la rougeole. 95 cas du choléra avec 2 décès y ont été notifiés depuis le début de 2020. La soudaine survenue des inondations dans la ville d'Uvira a détruit le système d'approvisionnement de la ville en eau potable et la situation semble plus compliquée pour une réponse à ces épidémies. A ce jour, la ville d'Uvira ne connaît pas encore des cas de COVID-19.

Situation nutritionnelle : La situation nutritionnelle dans le territoire d'Uvira demeure préoccupante. Selon une évaluation Rapid Response Mechanism (RRM) effectuée au mois de février 2020, la dernière dans la zone, par la méthodologie MUAC, les données collectées auprès des centres de santé ont fait état de 11,9 pourcents des enfants de moins de 5 ans avec un périmètre brachial (PB) inférieur à 115 mm et avec une proportion de 7,9 pourcents présentant des œdèmes nutritionnels. Ces deux indicateurs prélevés dans les structures de santé à Uvira, nous indiquent une détérioration de la situation nutritionnelle qui pourrait s'empirer davantage avec les maladies hydriques à la suite des dégâts causés sur les canaux d'adduction d'eau potable, lors des dernières inondations dans la ville d'Uvira.

Moyennes d'existence : Une évaluation effectuée par le cluster sécurité alimentaire en avril 2020 avait estimée à 29 l'indice de stratégie de survie. Selon le PAM, Plus de 87 pourcents de ménages ont eu des chocs sur les moyens d'existence dont environ 50 pourcents des agriculteurs affectés par la destruction de leurs champs et près de 47 pourcents des éleveurs ont vu leurs bétails pillés par les différents groupes armés actifs dans ce territoire.

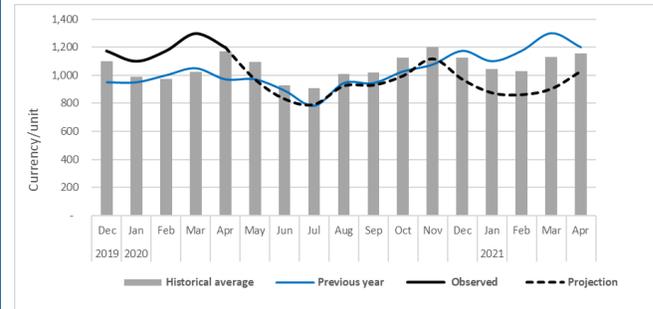
Consommation alimentaire : Aussi dans l'évaluation effectuée par le cluster sécurité alimentaire en avril 2020 le score de consommation alimentaire moyenne était de 24. Le résultat de l'enquête porte-à-porte réalisée par le PAM au mois de mai 2020, après les inondations ont relevés que 18,5 pourcents la proportion des ménages extrêmement vulnérable à l'insécurité alimentaire et 40,2 pourcents la proportion de ménages très vulnérable à l'insécurité alimentaire. Seule une proportion de 5,1 pourcents de ménages était jugée non vulnérable à l'insécurité alimentaire.

Assistance humanitaire : En réponse aux inondations, et selon OCHA, 8 953 personnes sont planifiées pour bénéficier de l'assistance des partenaires présents sur place. Le PAM se propose d'intervenir avec une ration pour les 3 prochains mois (juin, juillet, aout) et du Cash (85USD/ménage/mois), pour 5 267 personnes victimes des catastrophes naturelles (inondations et éboulements) en ciblant particulièrement les extrêmement vulnérables et les très vulnérables. Les 3 800 restant bénéficient de l'assistance en Cash et en article ménager essentiel (AME) des autres partenaires dont Care International, ACTED et NRC. L'UNICEF a mis à disposition 5 000 kits AME à travers CARITAS Uvira.

Suppositions

Le scénario le plus probable de juin 2020 à janvier 2021 est basé sur les hypothèses suivantes :

- Production agricole :** Tenant compte de la présence des groupes armés et des exactions commises par ceux-ci, plusieurs ménages se sont déplacés durant la saison agricole passée ; le nombre des ménages s'occupant de l'agriculture à sensiblement diminuer dans le territoire d'Uvira et la production agricole déjà inférieure à la moyenne a connu un recul. A ceci s'est ajouté depuis le mois d'avril passé, des inondations qui ont causé des dégâts énormes des centaines d'hectares des cultures. Ceci pourrait diminuer la participation agricole pour la saison prochaine mais l'accès aux semences pour ces ménages restera un challenge notamment dans la première période de scénario entre juin et septembre.

Figure 4. Projections des prix de la farine de maïs à Uvira


Source: FEWS NET

- Marchés et prix des denrées :** Etant donné l'importance du commerce transfrontalier informel avec les pays voisins (Tanzanie, Burundi, Rwanda), des milliers de ménages qui survivent dans ces petits échanges informels de biens et de denrées alimentaires sont affectées par la fermeture des frontières. Le résultat de la projection technique du prix de la farine de maïs (Figure 5) montre que ce produit connaîtra une allure normale et saisonnière, inférieure à 2019, dans les 12 prochains mois dans la ville de Goma. Les mêmes tendances seront observées sur les marchés d'Uvira pour ce même produit.
- Moyens d'existence des populations :** En dépit de l'augmentation des violences observées actuellement dans le territoire d'Uvira, les ménages étant en situation de déplacement effectueront des mouvements pendulaires pour s'occuper des activités agricoles alors que les éleveurs ne pourront pas migrer avec leurs troupeaux pour faire la transhumance dans les moyens plateaux. Les ménages victimes des inondations et restrictions de COVID-19 devront s'adonner aux travaux journaliers non agricoles/domestiques et compter sur l'assistance alimentaire et l'aide des voisins. Cette situation pourra impactée sur la disponibilité des produits alimentaires d'origine animale dans cette localité qui constitue pourtant le grenier agricole du Sud Kivu.
- Assistance humanitaire :** Malgré le début des activités humanitaires durant l'année 2020, on s'attend à un niveau d'assistance inférieur qui conduirait à des distributions des demi-rations. Le PAM principal pourvoyeur de l'assistance alimentaire connaît un « short fall » et les mesures de restriction imposées pour combattre la propagation de la pandémie de COVID-19 pourront exacerber ce faible niveau d'assistance.
- Conditions politiques générales :** Tenant compte de la situation politique actuelle confuse entre le gouvernement central et le gouvernement provincial sur la gestion de la question ethnique entre les différents groupes ethniques dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira ainsi que les provocations des groupes armés rattachés à ces communautés ; on pourrait s'attendre à un éclatement général des conflits communautaires comme dans un proche avenir, lequel arrêterait tout élan de reprise agricole et de retour des populations dans une zone longtemps meurtrie par des conflits intercommunautaires.
- Situation nutritionnelle :** La situation nutritionnelle devra rester préoccupante au cours de la période de scénario dans la zone ciblée. Les faibles disponibilités alimentaires, la montée des prix des aliments de base associées aux épidémies récurrentes de rougeole et du choléra endémique dans cette zone pourront avoir des répercussions sur l'état nutritionnel des populations déjà préoccupante.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire :

Juin à septembre 2020 : Les inondations connues durant la période d'avril-mai ont anéanties considérablement la production agricole dans la zone alors que les mesures de lutte contre la COVID-19 ont aussi privées des centaines de ménages de leurs moyens d'existence. Cette situation, conjuguée à une production déjà inférieure à la normale dans cette région touchée par l'insécurité et comptant un grand nombre de personnes déplacées, pourrait entraîner des récoltes nettement inférieures à la moyenne. La situation de consommation alimentaire des ménages sera mauvaise à la suite des inondations connues

pendant la saison agricole et les déplacements incessants des populations à la suite de l'insécurité et aux exactions des groupes armés. La proportion des ménages en consommation alimentaire pauvre pourra augmenter et les ménages ne pourront répondre positivement à leur besoin alimentaire ; La soudure sera précoce à partir du mois d'aout. À partir de septembre, on pourrait connaître une pénurie des produits vivriers issues de propre production, ce qui pourrait avoir d'impact négatif sur la situation de consommation alimentaire des ménages. Le territoire d'Uvira va être en Crise (Phase 3 de l'IPC) entre juin et septembre 2020, sauf que certaines localités du territoire d'Uvira notamment dans les moyens et hauts plateaux (zone de sante de Lemera) qui sera classé en Crise (Phase 3 ! de l'IPC) pendant la période juin et aout avec l'assistance humanitaire, et en Urgence (Phase 4 de l'IPC) pendant la période de septembre à décembre 2020.

Octobre 2020 à janvier 2021 : Les deux premiers mois de cette période coïncident à la période de soudure et de pénurie alimentaire au niveau de ménages. Le risque de basculer vers une consommation alimentaire pauvre est probable pour cette population quasi dépendante des activités agricoles qui pendant cette période de soudure ne sera pas en mesure de répondre positivement à leur besoin alimentaire du fait de faible pouvoir d'achat. Ceci pourrait entraîner une détérioration de la consommation alimentaire des ménages dans cette zone déficitaire. Pendant cette période de soudure, plusieurs stratégies de survie seront utilisées par les ménages pour répondre tant soit peu à leur besoin alimentaire mais surtout pour maintenir leur niveau de consommation alimentaire. Ainsi, le territoire d'Uvira continuera d'être en Crise (Phase 3 de l'IPC) et la zone des hauts et moyens plateaux (zone de sante de Lemera) restera en Urgence (Phase 4 de l'IPC) entre octobre 2019 et janvier 2020.

Évènements qui pourraient changer les scénarios

Évènements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable

Zones	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Uvira et régions voisines	Reprise des hostilités entre les groupes armés entre eux d'une part et les miliciens et l'armées régulières d'autres part	Ceci pourrait encore entraîner de nouveau, les déplacements des populations qui va fragiliser et/ou détruire ces moyens de subsistance en reconstitution
	Résurgence de conflit communautaire entre les Bembe et Banyamulenge	Ceci pourrait encore entraîner de nouveau, les déplacements des populations qui va fragiliser et/ou détruire ces moyens de subsistance en reconstitution. Cette situation pourrait avoir des effets négatifs immédiats sur la sécurité alimentaire des populations en cette période de transhumance pour les éleveurs et de récolte et de préparation de la saison agricole A pour les agriculteurs dans cette zone considérée comme le grenier agropastoral du Sud Kivu.
	Détérioration continue de routes de desserte agricole pendant la prochaine saison de pluie	Ceci pourrait avoir également un impact négatif dans la zone et qui va fragiliser les échanges entre-territoires
	Perturbations climatiques sur la zone	L'excès et/ou carence de pluies pourrait impacter sur la production agricole et exacerber les dégâts des inondations.
	Détérioration de la situation politico-sécuritaire au Burundi et nouvel afflux des réfugiés en provenance du Burundi dans la zone	Effets négatifs sur les moyens d'existence du fait que les réfugiés devront partager les mêmes ressources que la population autochtone mais aussi à l'égard d'une forte dépendance des importations des pays voisins (Burundi, Tanzanie).

Territoire de Djugu en Ituri CD14 (Agriculture des hautes terres du nord-est) et CD12 (Forêt-cultures et produits)**Situation actuelle :**

Situation sécuritaire et mouvements des populations : Depuis le mois de février 2020, à la suite d'un conflit tribalo-ethnique, les miliciens du chef rebelle Justin Ngudjolo ont lancé des offensives contre les positions de l'armée régulière (FARDC) dans plusieurs localités situées sur le littoral du Lac Albert en territoire de Djugu notamment les zones de santé de Drodro, Rethy, Mangala, Fataki, Liba, Jinga, et Lita. Ces attaques se sont soldées par des assassinats et enlèvements des personnes et autres exactions sur les populations locales.

Selon OCHA, le territoire de Djugu compte déjà plus de 16 370 personnes nouvellement déplacées pour le seul mois de février 2020 qui se sont ajoutées sur les 360 000 personnes déplacées en 2019. Selon la même source, en mai 2020, on estime à plus 200.000 personnes déplacées du territoire de Djugu réparties sur les territoires de Djugu, Mahagi, Aru et Bunia. Plus de 300 personnes auraient été massacrées. Actuellement, on note une expansion du conflit sur le territoire de Mahagi et des déplacements vers Aru.

Selon OCHA, au mois de mai 2020, on note le début des opérations militaires FARDC contre les éléments CODECO, avec une augmentation des attaques des éléments armés contre les civils en territoires de Djugu et Mahagi. La plupart des personnes déplacées vivent en familles d'accueil, dont les membres sont essentiellement des retournés, ne disposant pas de moyens suffisants pour la prise en charge de ces personnes déplacées.

Marchés et prix : Depuis la deuxième quinzaine du mois de mars 2020, les marchés dans ont évolué dans une instabilité des prix des principaux produits vivriers en RDC. Cette situation s'est produite à la suite de COVID-19 annoncée depuis mi-mars 2020. Pour maintenir le niveau de vie des populations ainsi que la stabilité des prix des principales denrées alimentaires de base sur les marchés des zones touchées, le gouvernement a décrété la suspension des certaines taxes notamment la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits de base importés.

Situation agricole : Selon l'inspection provinciale de l'agriculture, les dernières campagnes agricoles dans le territoire de Djugu ont été les moins performantes pendant les trois dernières années. Cette faible performance est en partie due aux perturbations climatiques caractérisées par les retards des pluies au cours des saisons agricoles mais aussi et surtout par une limitation d'accès aux champs par les ménages agricultrices du fait de l'insécurité généralisée dans la zone.

Dans cette zone des moyens d'existence, et sur la base du profil de FEWS NET pour Ituri, l'agriculture constitue l'activité principale du territoire de Djugu, pratiquée par environ 80 pourcents de la population. Les difficultés rencontrées dans ce domaine se résument au fait que les champs sont abandonnés à la suite des déplacements intempestives des populations et l'insécurité dans les champs.

Les enlèvements et autres exactions à répétition, le pillage des récoltes par les assaillants, la détérioration avancée des routes de desserte agricole suite aux dernières pluies, laquelle ne permet pas aux producteurs d'évacuer leur production vers les grands centres de consommation ou vers les points de vente souhaités sont autant des contraintes qui limitent les agriculteurs dans leurs activités.

A cela s'ajoute, les conflits interethniques prolongés qui ne permettent pas à toutes les ethnies de fréquenter tous les marchés de la région. Certains ménages arrivent à semer et par la suite n'ont pas la possibilité d'entretenir leurs champs du fait de faits évoqués ci-dessus.

On note également l'activisme des coupeurs de route qui ravissent de l'argent après la vente des produits agricoles décourageant ainsi les agriculteurs à produire plus.

Activités minières : Dans une année moyenne, près de la moitié de la population d'Uvira gagnent leur vie grâce à l'exploitation minière. La compagnie minière Kilo Moto en faillite depuis plusieurs années n'offre plus une garantie de main d'œuvre aux autochtones et se limite aux taxes d'exploitation perçues sur les surfaces exploitées de façon artisanale et à l'exploitation de l'énergie hydro électrique produite par elle et dispatchée dans la ville de Bunia.

Figure 5. Carte de la Province de l'Ituri

Source : FEWS NET

Il faut par ailleurs noter que les violences n'ont pas épargné le secteur des mines ; En 2019, une dizaine des mineurs ont été massacrés dans les carrés miniers de Nizi. Quant à la zone minière de Mungwalu au nord, l'entreprise MGM qui l'avait acquis du gouvernement central est encore en phase d'exploration.

L'élevage : L'élevage a été sérieusement affecté par ces conflits et exactions multiples des groupes armés. Plusieurs têtes de bétail ont été pillées, d'autres animaux sont morts des maladies comme la peste porcine africaine, le rouget, la pseudo peste aviaire faite des soins vétérinaires. Selon l'inspection provinciale de l'élevage, en janvier 2020, on estimait à plus de 12 pourcents des animaux perdus durant les deux dernières années à la suite des épizooties

A titre d'exemple, la chefferie de Walendu Bindi qui comptait en 2010 plus de 18 000 têtes de bovins n'en compte qu'autour de 950 actuellement (95 pourcents de pertes) alors que la chefferie de Bahema Mitegho qui comptait plus de 27 000 têtes aujourd'hui n'en dénombre que 10.000 (63 pourcents de pertes).

Ces attaques répétées ont obligé plusieurs éleveurs à migrer avec leurs troupeaux vers les provinces de Haut-Uelé et Bas Uelé et dans la partie Ouest du territoire de Djugu épargnée par les violences. L'élevage du petit bétail et de la basse-cour n'existe presque plus, les caprins et les volailles étant systématiquement dévastés.

Situation de la pandémie de COVID-19 : Le territoire de Djugu a été ainsi coupé de l'Ouganda. Des milliers des ménages du trafic informel via le Lac Albert ont perdu leurs sources de revenus. Ces mesures ont eu des effets sur la sécurité alimentaire, en particulier sur la disponibilité et l'accès aux des aliments. Les prix des principaux produits alimentaires et du carburant ont augmenté, tandis que les revenus des ménages ont fortement baissé à la suite des restrictions imposées. L'accès à la nourriture devient donc de plus en plus difficile, notamment pour les ménages pauvres.

Situation Nutritionnelle : Un rapport de dépistage par MUAC effectué dans le territoire de Djugu, au mois de novembre 2019 avait révélé que la situation nutritionnelle dans cette entité était déjà préoccupante avec une malnutrition aigüe sévère (MAS) estimée à 7 pourcents et la malnutrition aigüe modérée (MAM) estimée à 15 pourcents, toutes au-delà des seuils admissibles.

Changement des moyennes d'existence : En raison de COVID-19, et de l'insécurité dans la zone, les ménages de Djugu essentiellement agricoles dont une partie déplacée à Mahagi, dépendent de l'assistance alimentaire et de l'accueil des familles pour leur survie. La plupart s'oriente vers les travaux agricoles journaliers auprès des autochtones de Mahagi et certaines organisations signalent également en faible proportion, la prostitution des filles et la mendicité par endroits.

Consommation alimentaire : La situation de la sécurité alimentaire est déjà très préoccupante à Djugu. Selon la dernière évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) du PAM de mai 2019, 28 pourcents des ménages vivaient déjà en situation d'insécurité alimentaire sévère et 8 pourcents autres en situation modérée. La proportion des ménages avec score de consommation alimentaire pauvre et limite était estimée à 90 pourcents. Seuls 10 pourcents de ménages disposent un score de consommation alimentaire acceptable. La population de Djugu sont à 80 pourcents agricultrices. Cette activité agricole constitue la principale source de revenus à travers la vente des produits agricoles vers Bunia, le grand centre de consommation pour le territoire de Djugu.

Assistance Humanitaire : Selon le cluster sécurité alimentaire, quelques 518 267 personnes étaient ciblées pour revoir l'assistance alimentaire dans le territoire de Djugu de janvier à juin 2020, cependant, seules 239 509 personnes ont reçu d'assistance. Suite aux limitations d'accès humanitaire et surtout logistique, du fait de l'insécurité dans le territoire de Djugu en cette période, la distribution du CASH a été choisie par la plupart des acteurs, comme modalité d'assistance. Ainsi on estime à 191 306 (soit 80 pourcents), les personnes qui ont bénéficié du CASH pour l'assistance alimentaire alors que 48 203 personnes (soit 20%) ont bénéficié des distributions des vivres in-kind. Notons également qu'environ 124 000 personnes ont été bénéficiaires des activités pour la relance de la production agricole dans ce territoire.

Suppositions

Le scénario le plus probable de juin 2020 à janvier 2021 est basé sur les hypothèses suivantes :

Production agricole : Tenant compte de la présence des groupes armés et des exactions commises par ceux-ci, des milliers des ménages se sont déplacés durant la dernière saison agricole ; le nombre des ménages s'occupant de l'agriculture à sensiblement diminuer dans le territoire de Djugu et Mahagi et la production agricole déjà inférieure à la moyenne a connu un recul. Compte tenu de l'augmentation des violences et de l'attitude des miliciens à généraliser les conflits sur plusieurs territoires, on observe un accroissement des mouvements des populations, ce qui pourrait restreindre l'espace emblavée par les agriculteurs pour la saison prochaine dans ces territoires qui constituent les greniers de la province de l'Ituri. La récolte

de la saison B prévue en juin 2020 et la récolte de la saison A prévue en janvier 2021 devraient donc toutes deux être inférieures à la moyenne.

Marchés et prix des denrées : Tenant compte de la fermeture des frontières à la suite de la pandémie de COVID-19, les chaînes d'approvisionnement devraient continuer à fonctionner à des niveaux bas de la moyenne. Les chaînes d'approvisionnement locales et régionales seront confrontées aux violences causées par les groupes armés actifs sur les routes de l'Ituri et pourront entraîner une certaine volatilité des prix et des pénuries occasionnelles d'approvisionnement sur les marchés surtout durant la seconde période de scénario, octobre 2020 à janvier 2021, qui correspondra à la période de soudure. Les prix de la farine de maïs dans la Figure 7 ci-contre montre une situation moins inquiétante depuis la baisse saisonnière de juillet 2020 qui semble se stabiliser dans les 6 prochains mois. On s'attend donc à des faibles perturbations dans le fonctionnement des marchés de Goma en ce qui concerne le produit sélectionné.

Mouvements des populations : Au vu de dissensions actuelles au sein des différents groupes armés, notamment le CODECO, les violences des milices contre les populations pourront augmenter durant toute la période de projection et les mouvements des populations devront s'amplifier ; Cette situation pourra limiter l'accès des populations aux ressources de production notamment la terre ainsi qu'à d'autres moyens d'existence.

Assistance humanitaire : Malgré le début des activités humanitaires durant l'année 2020, on s'attend à un niveau d'assistance inférieur au besoin qui occasionnera des distributions des demi-rations. Le PAM principal pourvoyeur de l'assistance alimentaire connaît un « short fall » et les mesures de restriction imposées pour combattre la propagation de la pandémie de COVID-19 pourront exacerber le faible niveau d'assistance.

Conditions politiques générales : Tenant compte de la situation politique actuelle confuse entre le gouvernement et l'assemblée provinciale de l'Ituri, on pourrait s'attendre à un éclatement général des conflits communautaire, lequel arrêterait tout élan de reprise agricole et de retour des populations dans une zone longtemps meurtrie par des conflits intercommunautaires.

Situation nutritionnelle : En dépit des faibles disponibilités alimentaires prévues dans la zone ainsi que l'accès limité aux aliments par les ménages déplacés et autres ménages vulnérables, cette situation nutritionnelle devra rester préoccupante au cours de la période de scénario.

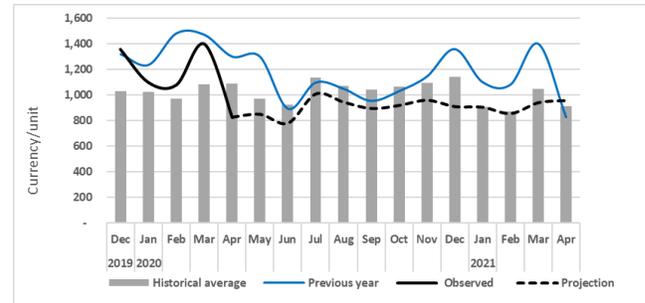
Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire :

Juin à septembre 2020 : L'abandon de l'agriculture et d'autres moyens d'existence pendant les deux dernières campagnes agricoles du fait de l'insécurité et des exactions continues des groupes armés sur les populations a anéanti considérablement la production agricole dans la zone en crise. Une bonne proportion de la population de Djugu présente dans les sites des déplacés et famille d'accueil au territoire de Mahagi ne pourront survivre que grâce à l'assistance reçue des acteurs humanitaires. A cela s'ajoute les mesures restrictives en lien avec COVID-19 qui ont aussi privées certains ménages de leurs sources de revenus. Cette situation, conjuguée à une production déjà inférieure à la normale dans cette région touchée par l'insécurité et un grand mouvement de déplacements présage des difficultés à court et moyen termes dans l'accès alimentaire des ménages.

La proportion des ménages en consommation alimentaire pauvre pourra augmenter et les ménages ne pourront répondre positivement à leurs besoins alimentaires.

A partir de septembre, on pourrait connaître une pénurie des produits vivriers issues de la propre production des ménages ; ce qui pourrait avoir un impact négatif sur la consommation alimentaire des ménages. Etant donné que la faible couverture de l'assistance dans cette zone déficitaire. Certaines localités situées sur le littoral du Lac Albert en territoire de Djugu qui sont régulièrement victimes des attaques de ces groupes armés notamment les zones de santé de Drodoro, Rethy, Mangala, Fataki, Liba, Jinga, et Lita sont présentement en Crise (Phase 3 de l'IPC) jusqu'en octobre 2020.

Figure 6. Projections des prix de la farine de maïs à Goma



Source: FEWS NET

Octobre 2020 à janvier 2021 : A partir du mois d'octobre qui verra le pic de la soudure, les ménages qui ont repris les activités agricoles seront en plein travaux d'entretien de leurs champs et on pourra assister à une période de soudure précoce et difficile au niveau des ménages dans la mesure où les stocks alimentaires se seraient épuisés et les revenus amenuisés. Plusieurs stratégies de survie seront d'usage par les ménages pour répondre à leurs besoins immédiats comme les migrations régulières vers les territoires paisibles, la vente des actifs productifs, et la mendicité pour la catégorie des très pauvres. Ainsi, le territoire de Djugu en Crise (Phase 3 de l'IPC) va basculer en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) notamment les populations des localités situées sur le littoral du Lac Albert (zones de santé de Drodoro, Rethy, Mangala, Fataki, Liba, Jinga, et Lita) fortement touchés par les effets de l'insécurité. Les zones de santé qui ne sont pas très touchées par l'insécurité restent en Crise (Phase 3 de l'IPC).

Autres zones de préoccupation :

La Ville de Goma

Capitale de la province du Nord-Kivu, la ville de Goma est située à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) sur la rive nord du Lac Kivu, à côté de la ville rwandaise de Gisenyi, avec une population estimée à deux millions d'habitants. Goma appartient à la zone des moyens d'existence CD11 (Sols volcaniques agricoles de Rutshuru).

Cette ville est un grand centre de consommation, et plaque tournante pour tout le trafic dans la partie est de la RDC, desservant Kinshasa en denrées fraîches par trafic aérien ainsi que les autres villes voisines comme Bukavu au Sud-Kivu.

Au-delà des territoires de Masisi, Rutshuru et Beni qui constituent les greniers pour la ville de Goma, cette dernière dépend également d'un important flux transfrontalier notamment pour les produits manufacturés importés et les denrées diverses en provenance du Rwanda et des autres pays de la région est (Tanzanie, Kenya et Ouganda), voire au-delà de l'Afrique via le port de Dar es Salam.

Les populations urbaines de Goma tirent leur revenu essentiellement du commerce sous toutes ses formes qui occupent une part importante, du travail domestique et journalier, et du trafic informel qui fait vivre des milliers de ménages parmi les plus démunis, étant donné sa position avec la ville de Gisenyi au Rwanda voisin. Et comme dans tous les centres de consommation, les habitants de Goma dépendent des achats au marché pour s'approvisionner en aliments. Cet équilibre est perturbé depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19 en RDC et particulièrement à Goma.

Situation de COVID-19 : La province du Nord Kivu a connu son premier cas depuis le 27 mars 2020 et compte en fin juin 89 cas de COVID-19 dont 81 cas dans la seule ville de Goma.

Effets de COVID-19 sur les moyens d'existence : Les mesures de restriction prises par les gouvernements central et provincial comprenant entre autres, la fermeture des frontières, le confinement des villes, l'interdiction des rassemblements de plus de 19 personnes, et bien d'autres mesures ont perturbé de façon significative le train de vie de beaucoup de ménages urbains.

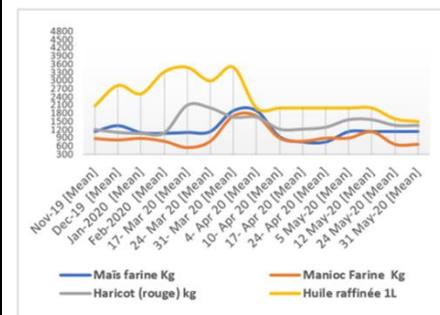
Le comportement des marchés avait affiché des perturbations au début de l'épidémie à la mi-mars, lesquelles se sont manifestées par une flambée atypique des prix avec une connotation plus spéculative de la part des commerçants et non liées par une quelconque insuffisance de disponibilités. Il s'agissait en fait de la rétention des produits par les commerçants véreux afin de créer la rareté. Le graphique ci-dessous illustre cette réalité.

Figure 7. Carte de la Province du Nord Kivu



Source : FEWS NET

Figure 8. Evolution des prix (CDF) nominaux à Goma de novembre 2019 à mai 2020



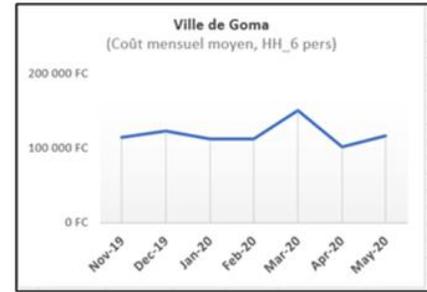
Source : FEWS NET/ICAID

On pourra également constater que les marchés fonctionnent à nouveau de façon normale avec une stabilité relative des prix observée depuis mi-avril 2020. En dépit de cette stabilité de prix observée, la question d'accès des ménages la nourriture reste un défi à relever dans un contexte de perte de revenus par-là m'ajouter de la population et de baisse du pouvoir d'achat avec la dégringolade du CDF face au US dollar.

L'analyse de coût du panier alimentaire pour Goma nous montre une ascension brusque en mars 2020 au début de COVID-19, suivie d'une base en avril pour se stabiliser en mai 2020. Comparé à la situation de mars, le coût actuel du panier alimentaire en mai 2020 connaît une variation négative de 22 pourcents. Cette baisse rejoint le coût du panier pour la période de novembre 2019 à janvier 2020 – la période de soudure.

On peut également observer une stabilité voire baisse du coût du panier alimentaire à Kinshasa et Lubumbashi en cette période. Comme dit plus haut, l'accès alimentaire reste une préoccupation pour des milliers des ménages de cette zone qui ont perdu leurs sources de revenus et développent des stratégies plus dommageables comme la vente des actifs, le vol et même la mendicité en recrudescence par endroits.

Figure 9. Coût du panier alimentaire à Goma, novembre 2019 à mai 2020



Source : FEWS NET

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

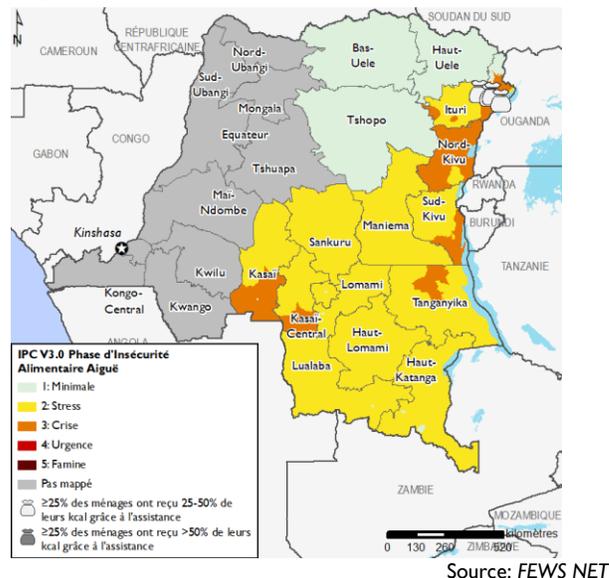
Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable

Zones	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Ituri	Reddition complète des groupes armés et arrêt de conflits dans le territoire de Djugu,	En l'absence des conflits et les atrocités des groupes armés, les ménages déplacés pourront à nouveau rentrer dans leurs milieux respectifs et accéder ainsi à leurs moyens de subsistance. Les agriculteurs pourraient avoir accès à leurs terres et les éleveurs pourraient rapatrier leurs troupeaux.
	Respect des périodes de fermetures de pêche sur le Lac Albert.	Dans la mesure où la pêche serait bien règlementée et que les périodes de fermeture respectées, on pourrait s'attendre à une activité normale de reproduction des poissons et avoir des captures normales en période d'ouverture de pêche.
	Exacerbation du conflit politique qui existe entre l'assemblée provinciale et le gouvernement provinciale.	Avec un retour normal des pluies, le calendrier agricole pourrait être respecté et éviter les semis successifs utilisés par les ménages pour pallier ce phénomène.
	Rehabilitation des routes de desserte agricole.	Cette situation pourrait aboutir à un éclatement général de conflit ethnique et la détérioration de la situation sécuritaire qui pourrait exacerber la prolifération des groupes armés et les augmenté les mouvements des populations.

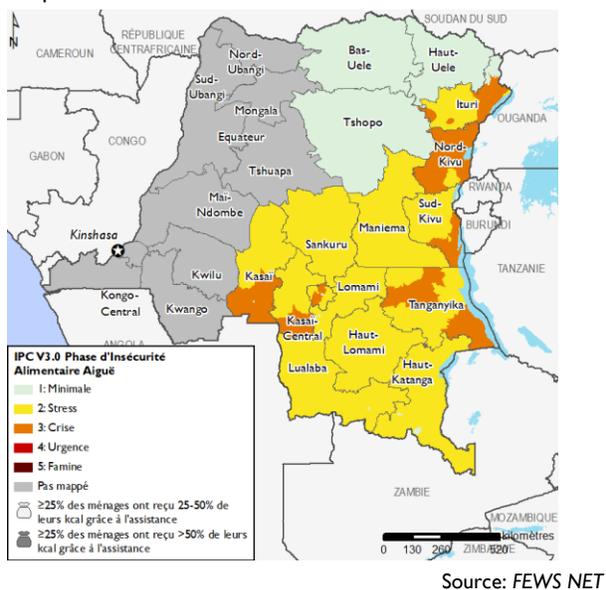
RÉSULTATS LES PLUS PROBABLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ZONES BÉNÉFICIAIRES DE NIVEAUX SIGNIFICATIFS D'AIDE HUMANITAIRE*

Chacune de ces cartes est conforme aux protocoles de cartographie de l'aide alimentaire humanitaire de la version 3.0 de l'IPC et signale les endroits où des niveaux significatifs d'aide humanitaire sont/devoient être fournis. Le symbole ☺ indique qu'au moins 25 % des ménages ont reçu en moyenne 25–50 % de leurs besoins caloriques à travers de l'aide alimentaire. Le symbole ☹ indique qu'au moins 25 % des ménages ont reçu en moyenne plus de 50 % de leurs besoins caloriques à travers de l'aide alimentaire. Ce protocole de cartographie se distingue du protocole (!) utilisé en tête du rapport. L'emploi du symbole (!) indique les zones susceptibles d'être rétrogradées d'au moins un échelon en l'absence d'aide humanitaire en cours ou programmée.

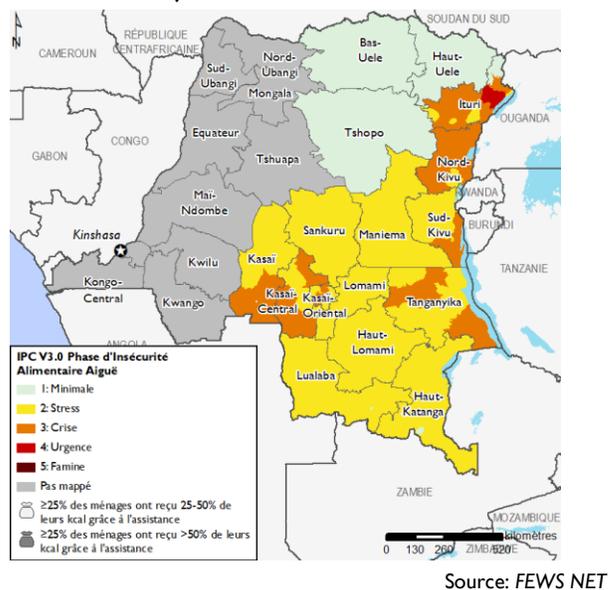
Actuel, juin 2020



Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2020



Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, mois octobre 2020 à janvier 2021



La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).